

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 25/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITW EF&C France SAS

ZONE INDUSTRIELLE
67340 Ingwiller

Références : 0006700818/MM/AG
Code AIOT : 0006700818

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement ITW EF&C France SAS, implanté 2 rue du Wittholz 67340 Ingwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITW EF&C France SAS
- 2 rue du Wittholz 67340 Ingwiller
- Code AIOT : 0006700818
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une usine de fabrication de pièces plastique pour l'automobile.

Contexte de l'inspection :

Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations au préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de désenfumage	AP de Mise en Demeure du 12/12/2017, article 1	Levée de mise en demeure
2	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 12/12/2017, article 1	Levée de mise en demeure
3	Analyses PFAS et AOF	AP de Mise en Demeure du 02/09/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Rejets de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 26/03/1997, article 16.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté un retour à la conformité sur l'ensemble des points contrôlés, ce qui permet de lever les mises en demeure du 12 décembre 2017 et du 02 septembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2017, article 1
Thèmes : Risques accidentels, Système de désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ITW dont le siège social se situe 2 rue du Wittloz à Ingwiller, est mise en demeure de respecter sous six mois, à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>Les prescriptions des articles 15.1 et 16.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 susvisés. Les points faisant l'objet de la mise en demeure sont repris ci-après :</p> <p>« Article 15.1</p> <p>[...]</p> <p>Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra, en toutes circonstances, pouvoir se faire manuellement, les dispositions de commande seront reportées près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.</p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il a été constaté que, si la prescription était globalement respectée, le système d'ouverture des trappes de désenfumage de la zone de production n'était cependant pas situé à proximité d'un accès de cette zone.</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté que les travaux nécessaires avaient été effectués : le système d'ouverture en question a été correctement positionné à l'entrée de la zone de</p>

production et est désormais clairement identifiable. La prescription est désormais pleinement respectée, ce point de la mise en demeure du 12 décembre 2017 est donc levé.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2017, article 1
Thèmes : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ITW dont le siège social se situe 2 rue du Wittloz à Ingwiller, est mise en demeure de respecter, sous six mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>Les prescriptions des articles 15.1 et 16.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 susvisés. Les points faisant l'objet de la mise en demeure sont repris ci-après : [...]</p> <p>« Article 16.1</p> <p>Les locaux comportant des risques d'incendie (en particulier les halls de stockages de produits finis) ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un incendie.</p> <p>Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse, localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde ...), ou à l'extérieur (société de gardiennage ...) »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été observé que la prescription était respectée, à l'exception de l'alarme lumineuse qui était absente.</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection, il a été constaté que des alarmes lumineuses avaient été correctement installées.</p> <p>La prescription est maintenant entièrement respectée, ce point de la mise en demeure du 12 décembre 2017 est donc levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Analyses PFAS et AOF

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/09/2024, article 1
Thèmes : Risques chroniques, Analyses PFAS et AOF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque</p>

campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Il a auparavant été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé les analyses PFAS et AOF prescrites, auxquelles il était soumis. L'exploitant a présenté, lors de la présente inspection, les analyses des PFAS et AOF requises. L'inspection a aussi constaté que ces données avaient été correctement saisies sur la plateforme en ligne GIDAF. En conséquence, la mise en demeure datée du 02 septembre 2024 est levée.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suite : Levée de mise en demeure

N° 4 : Rejets de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thèmes : Risques chroniques, Rejets de granulés de plastiques
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites, où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement, sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération, prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1 ^{er} janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1 ^{er} janvier 2021.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que des filtres destinés à récupérer les déversements accidentels de granulés de plastique sur les bouches d'évacuation des eaux de pluie étaient présents. Cependant, l'un d'eux était retiré de son emplacement. L'exploitant l'a immédiatement remis en position. Des équipements tels que des pelles et un aspirateur sont également prévus pour gérer tout déversement accidentel. L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de veiller à ce que les filtres soient correctement installés en permanence. Ce point n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/1997, article 16.2
Thèmes : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée :

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;

Constats :

L'inspection a observé la présence de plusieurs extincteurs sur le site. Ces dispositifs de lutte contre l'incendie sont contrôlés annuellement. Le dernier rapport de vérification, daté du 19 juin 2024, a été présenté et ne suscite aucune remarque.

Ce point n'appelle pas de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suites